

Dans les deux premiers billets de cette série, j'ai souligné la nécessité de [prendre conscience](#) et de bien [diagnostiquer](#) le défi économique majeur que pose le déficit commercial du Québec.

Le défi est énorme et peut paraître décourageant si on l'envisage en essayant d'imaginer une recette magique, qui réglerait le problème rapidement. Pour abattre cette montagne, il faut se donner des objectifs précis et du temps. Cette montagne, nous pouvons en venir à bout en la grignotant de toutes parts, année après année.

10 façons de grignoter le déficit commercial

Comme on l'a vu dans le billet précédent, les exportations stagnent depuis quelques années, tandis que les importations augmentent rapidement. On ne pourra pas terrasser le déficit commercial en laissant aller les choses comme le gouvernement libéral l'a fait dans les dernières années. Il faut de l'action sur plusieurs fronts.

1. Aider nos entreprises à augmenter leur productivité

On ne peut rien contre la force du dollar canadien, qui a rendu nos produits plus coûteux. Mais nos entreprises peuvent utiliser cette force de la devise pour augmenter leur productivité en achetant du matériel de production et des technologies de l'information moins coûteux. C'est paradoxal, puisque ce matériel est souvent importé. On importe sur le moment, mais c'est pour mieux exporter dans l'avenir. La politique du gouvernement offre des incitatifs fiscaux très intéressants aux entreprises qui veulent prendre cette direction, comme l'a fait [Van Houtte](#), par exemple. Dans sa politique économique, le gouvernement prévoit 200 millions de dollars sur quatre ans.

2. Former une main-d'oeuvre spécialisée

Écrit par Stéphane Gobeil
Jeudi, 17 Octobre 2013 20:32 -

La pénurie de travailleurs spécialisés constitue un des problèmes importants qui freinent la capacité de nos entreprises à prendre de l'expansion sur les marchés internationaux. C'est le cas de cette [entreprise de Rimouski](#), dont les exportations sur trois continents sont freinées par sa difficulté à recruter des soudeurs et des machinistes.

Le gouvernement du Québec (libéral comme péquiste) a mis beaucoup d'efforts dans les dernières années pour répondre à ce défi. La Commission des [partenaires du marché du travail](#), par exemple, réunit les patrons d'entreprise, les syndicats, le monde de l'enseignement, des organismes communautaires et gouvernementaux. L'effort est soutenu, régionalisé et sectoriel, précieux. Le gouvernement investira plus d'un milliard de dollars dans la formation de la main-d'oeuvre au cours des quatre prochaines années. Comme le montrent ces [témoignages](#), la formation peut souvent être la clé permettant à une entreprise de prendre de l'expansion.

3. Miser sur la recherche et l'innovation

Si nos entreprises n'ont plus l'avantage d'un dollar à 65 cents, il leur faut d'autres avantages concurrentiels. Rien de tel que l'innovation pour percer les marchés mondiaux. Apple, ça vous dit quelque chose? En matière d'investissements en recherche et développement, le Québec fait bonne figure au Canada, mais demeure dans le milieu du peloton parmi les pays de l'OCDE. Constamment en hausse jusqu'au milieu des années 2000, le niveau d'investissement en R & D recule depuis, à 2,4% du PIB en 2010 et [1,53% dans les entreprises](#).

Sous le régime libéral, les investissements ont atteint leur plus bas niveau en 10 ans. Il fallait agir, aussi dans sa politique économique, le gouvernement Marois a décidé de donner un coup en injectant près de 500 millions de plus en quatre ans à partir de la nouvelle politique nationale de la recherche et de l'innovation. L'objectif: atteindre la cible de 3% du PIB investi en R & D. Une place importante est prévue pour aider les PME. Pour une entreprise, l'innovation peut devenir synonyme de percée sur les marchés internationaux, même sur des [terrains contaminés](#) ...

4. Soutenir l'exportation

En plus de multiplier les missions économiques à l'étranger, le gouvernement a décidé d'injecter 82 millions de dollars supplémentaires pour donner les moyens à [Export Québec](#) d'aider les entreprises québécoises à exporter leurs produits à travers le monde. Les États-Unis demeurent notre principal marché extérieur, mais la croissance est ailleurs, en Afrique, en Asie, en Europe et en Amérique latine. Le poids des exportations sur le PIB est actuellement de 46% du PIB. L'objectif du gouvernement: atteindre 55%. La conclusion de l'entente de libre-échange Canada-Europe constituerait un pas dans la bonne direction.

5. Attirer les investissements étrangers

En plus de soutenir les entreprises québécoises, comme Bombardier, à investir chez nous, il est crucial de parvenir à attirer des investissements internationaux stratégiques. C'est ce que le gouvernement est parvenu à faire avec l'entreprise suédoise Ericsson, qui a décidé [d'investir 1,3 milliard](#) de dollars à Vaudreuil pour construire un centre mondial de technologies de l'information, y compris des activités de recherche. En plus des retombées liées à la construction et les emplois d'ingénieurs et de techniciens, cette installation de la multinationale va bénéficier aux PME qui graviteront autour et qui pourront ainsi développer des produits et services qu'elles pourront ensuite exporter. Pour attirer ce type d'investissements, le gouvernement propose des tarifs d'électricité préférentiels, un congé d'impôt de dix ans, des crédits d'impôt pour la recherche, ainsi que les programmes d'Investissement Québec.

6. Relancer le secteur manufacturier avec une politique industrielle

Le bras du gouvernement pour soutenir les entreprises, c'est Investissement Québec. Le gouvernement Marois a voulu lui donner plus de force, plus de cohérence et rendre ses services plus accessibles aux entreprises québécoises en créant la Banque de développement économique du Québec. L'opposition libérale et caquiste s'y est opposée, simplement pour éviter que le PQ marque des points économiques. C'est dommage, mais cela n'empêche évidemment pas le gouvernement d'aller de l'avant avec une série de mesures qui vise à stimuler l'entrepreneuriat et à développer des fleurons québécois et surtout, à relancer le secteur manufacturier, responsable de la majeure partie de nos exportations. Pour ce faire, la ministre Zakaïb a lancé sa [politique industrielle](#), le 10 octobre dernier.

7. Faire la souveraineté...alimentaire!

Écrit par Stéphane Gobeil
Jeudi, 17 Octobre 2013 20:32 -

Le secteur bioalimentaire québécois nous offre une belle occasion d'augmenter nos exportations tout en réduisant nos importations, avec la [politique de souveraineté alimentaire](#) lancée le printemps dernier. En 2011, ce secteur affiche des exportations de 12,5 milliards et des importations de 11,8 milliards. Un des objectifs de cette politique consiste à augmenter la part des aliments produits au Québec dans le total de nos achats. Il faut savoir que si chacun d'entre nous remplaçait \$100 d'aliments étrangers pour le même montant de produits du Québec, nous pourrions à nous seuls réduire le déficit commercial de plusieurs centaines de millions! Pour réduire nos importations alimentaires, c'est à nous – consommateurs – de jouer. Quant aux exportations, le gouvernement a pris une série de mesures pour favoriser la valeur ajoutée de nos produits d'exportation en misant sur la qualité, sur la sécurité alimentaire et la traçabilité.

8. Poursuivre le développement nordique

Le Nord du Québec regorge de ressources minérales. Les cours mondiaux des métaux ont chuté ces dernières années, ce qui n'est pas inhabituel pour ce secteur cyclique. Reste que la demande à long terme pour les ressources minérales demeure très forte. L'urbanisation à pas forcés des pays émergents est une tendance lourde qui n'est pas près de s'estomper. On prévoit [par exemple](#) qu'en 2025, la Chine comptera 143 villes de plus de un million d'habitants! Ça va en prendre du cuivre et du fer...

Après avoir modifié le régime de redevances et créé le Secrétariat au développement nordique, le gouvernement poursuit ses investissements (réfection de la route de la Baie-James; lien ferroviaire sur la Côte-Nord; aéroport des Monts Otish) pour ouvrir ce territoire à l'exploitation des ressources. En prenant de l'expansion à mesure que les prix des métaux augmente, le secteur minier québécois augmentera aussi ses exportations, ce qui nous permettra de grignoter un peu plus le déficit commercial.

9. Mettre en valeur une ressource renouvelable: la forêt

Le secteur forestier a traversé une grave crise depuis le milieu des années 2000 et il ne s'en est pas encore complètement remis. Malgré cela, les produits du bois nous permettaient d'engranger un surplus commercial de plus de 5 milliards en 2011. Le gouvernement libéral a mis en place une [stratégie](#) de développement qui vise la diversification, l'innovation et l'adaptation du secteur dans les cinq prochaines années. Le gouvernement Marois a rajouté un autre instrument avec la [Charte du bois](#) pour promouvoir

l'utilisation de ce noble matériau dans la construction des édifices. Elle vise également à favoriser la recherche et la mise au point de nouveaux procédés. Bref, à exporter plus de valeur ajoutée que les 2 X 4 et la pâte à papier.

10. Créer une image de marque fondée sur la créativité et l'économie verte

Ce dernier élément est intangible, mais peut devenir un puissant argument de vente pour les produits québécois à l'étranger. Prenons l'exemple de Las Vegas où le Cirque du Soleil a su se démarquer grâce à sa créativité. Cette image de marque du Cirque a ouvert la porte à de nombreux artistes. Des entreprises comme Moment Factory y contribuent également, tout comme la force des créateurs de jeux vidéo de chez nous. Ce sont nos artistes qui sont en première ligne, évidemment. On ne peut quantifier l'importance économique d'un Robert Lepage, qui contribue à forger cette image de marque du Québec dans les grandes capitales de la planète. Et que dire de nos cinéastes, qui cumulent les nominations aux Oscars, année après année. Le ministre Lisée en parle [ici](#).

Prenons l'exemple de l'Allemagne. Quand une entreprise germanique propose un produit, nous avons un préjugé, nous croyons d'avance que ce sera du solide, du durable, même si c'est plus cher. Volkswagen ne s'y est pas trompée, elle qui a pour slogan [«Das Auto»](#). Cette entreprise mise clairement sur son identité allemande, synonyme de solidité. Le Québec gagnera beaucoup à se forger une identité sur la scène internationale, une identité synonyme d'innovation et de créativité. C'est dans cette direction que s'est tourné Tourisme Québec avec la campagne [Qu'ébec original](#)

Un autre créneau porteur pour le Québec, c'est celui de l'économie verte. C'est celui qui est privilégié par la politique économique du gouvernement. Il y a de bonnes raisons pour cela, d'excellentes raisons, même. J'y reviendrai.

Le gros morceau: l'indépendance énergétique

En agissant sur ces 10 fronts avec constance, le Québec arrivera peu à peu à réduire le déficit commercial. À cela, nous pouvons et nous devons entamer un vaste chantier économique pour

Terrasser le monstre du déficit commercial – 3 L'action

Écrit par Stéphane Gobeil

Jeudi, 17 Octobre 2013 20:32 -

libérer notre économie du pétrole. Vaste et beau programme...

Cet article [Terrasser le monstre du déficit commercial – 3. L’action](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

Consultez la source sur Lactualite.com: [Terrasser le monstre du déficit commercial – 3 L'action](#)